

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 24/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVEO GIE

84, rue Charles Michels
Immeuble Iris - Bâtiment B
CS 20021 - CEDEX
93200 Saint-Denis

Code AIOT : 0006506456

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement SEVEO GIE implanté AVENUE SALVADOR ALLENDE 93270 Sevrans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée en marge de l'AN 2025 sur les Installations de Moyenne Combustion, dans le cadre d'un contrôle ciblé sur la chaudière biomasse de cette installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVEO GIE
- AVENUE SALVADOR ALLENDE 93270 Sevrans
- Code AIOT : 0006506456
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEVEO est une chaufferie possédant deux chaudières gaz, une unité de cogénération et une chaudière biomasse.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.2	Sans objet
3	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.4	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.3.3	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.1.2	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'un mois :

- de mettre en place un état des stocks actualisé *a minima* hebdomadairement et tenu à disposition des services de secours même en cas de sinistre ;
- de transmettre la procédure en cas de panne d'un filtre cyclonique, ou d'en mettre en place une le cas échéant, et d'y inclure les informations listées dans l'article 16 de l'AM du 03/08/2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance et contrôle du combustible biomasse
Prescription contrôlée : <p>Lorsque les combustibles sont concernés par la procédure de sortie de statut de déchet, l'exploitant s'assure auprès de son fournisseur que les lots de combustibles concernés sont bien accompagnés de l'attestation de conformité mentionnée à l'article D. 541-12-13 du code de l'environnement. Celles-ci seront conservées par l'exploitant et tenues à la disposition de l'inspection pour une durée de 5 ans.</p> <p>Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères fixés par l'exploitant. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la qualité des combustibles utilisés.</p>
Constats : <p>Les combustibles utilisés pour alimenter la chaufferie biomasse sont de la plaquette de bois (majoritairement) et du mixte (essentiellement des palettes broyées, plutôt utilisé en été). L'attestation de conformité est nécessaire dans le cas du combustible de type mixte. Elle permet notamment de garantir la qualité des palettes et l'absence de peinture ou de matériaux tiers dans la composition du broyat qui servira de combustible.</p> <p>L'exploitant possède les attestations mentionnées à l'article D. 541-12-13 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport mensuel renseigne le type de bois utilisé, les quantités de bois brûlées, l'humidité du bois, son origine et les modalités de livraison, entre autres. Un contrôle visuel est effectué dès livraison, afin d'évaluer préalablement sa qualité. Les cargaisons peuvent être refusées si le bois est considéré trop humide où s'il y a présence d'objets étrangers dans la cargaison. La qualité du bois (influencée majoritairement par son humidité ou par les parties des arbres qui composent les palettes) est également évaluée à travers les rejets atmosphériques, et permet à l'exploitant d'ajuster sa liste de fournisseurs et de provenance du bois.</p> <p>Le suivi qualitatif et quantitatif demandé par la présente prescription est donc bien mis en place par l'exploitant. La conformité globale des paramètres mesurés vis-à-vis de la réglementation confirme la pertinence du suivi qualitatif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Combustibles
Prescription contrôlée : Les combustibles pouvant être utilisés dans les chaufferies sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- chaufferie biomasse: plaquettes forestières et broyat de palettes non traitées ayant fait l'objet d'une sortie de statut de déchet.- chaufferie gaz et unité de cogénération: gaz naturel Le groupe électrogène de secours fonctionne avec du gazole non routier. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance. Les articles 3.2.2 à 3.2.4 concernent uniquement les combustibles utilisés dans la chaufferie biomasse.
Constats : Les combustibles utilisés sont composés de deux tiers de plaquettes forestières et d'un tiers de broyat de palettes non peintes non vernies ayant fait l'objet d'une procédure de sortie de déchets. Le combustible utilisé pour la chaufferie gaz est du gaz naturel. Le site comporte un groupe électrogène dont la nature du combustible n'a pas été vérifiée au cours de la visite. Il n'y a pas d'état des stocks à jour. Ce dernier est actualisé mensuellement, mais l'exploitant ne connaît pas les quantités stockées à un instant t. Il considère que les quantités de bois fluctuent beaucoup et qu'il serait compliqué de les mettre à jour quotidiennement ou en temps réel. L'exploitant possède un plan des stockages affiché à plusieurs endroits dans la chaufferie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de mettre en place un état des stocks actualisé <i>a minima</i> hebdomadairement et tenu à disposition des services de secours même en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des lots entrants de combustible biomasse
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- le type, la nature, l'origine, la quantité livrée ainsi que l'identité du fournisseur de chaque lot;- les dates et heures de livraison et l'identité du transporteur ;- les résultats des contrôles mentionnés à l'article 3.2.2 du présent arrêté ;- le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 3.2.3 du présent arrêté. Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.
Constats : L'exploitant possède et tient à jour le registre décrit dans le présent article. L'ensemble des informations demandées figure dans un registre informatisé, rempli lors de la livraison et mis à jour quotidiennement. La dernière analyse des cendres volantes prévue à l'article 3.2.3 du présent AP a été réalisée en avril 2024 par Bureau Veritas. Tous les paramètres demandés ont été mesurés (Cd, Pb, Zn et PCDD/F) et les concentrations étaient conformes aux VLE prescrites dans l'article précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous. Ces VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations qui sont aussi limitées dans le temps que possible.
Constats : Les paramètres à mesurer annuellement dans le cadre du contrôle comparatif prescrit dans l'article 9.1.2 du présent AP ont été mesurés le 18/04/2024 par APAVE (entreprise accréditée COFRAC) et aucune VLE n'est dépassée. Les paramètres à mesurer en continu dans le cadre de l'autosurveillance prescrite dans l'article 9.2.1 du présent AP ont été transmis pour les mois de janvier, février et mars de l'année 2025, pour la chaufferie biomasse. En moyenne sur le mois, les concentrations mesurées sont inférieures aux VLE pour les paramètres en question. Des dépassements horaires et journaliers sporadiques ont été identifiés dans le cas du monoxyde de carbone, auquel l'exploitant met en place des actions correctives, liées à la maintenance ou la qualité du combustible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent et selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. L'organisme extérieur qui réalise la mesure doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures comparatives comprennent:</p> <p>Les polluants listés à l'article 3.3.3 aux points de rejets listés à l'article 3.3.2 au moins une fois par an.</p> <p>Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis dans le cadre du bilan annuel prévu à l'article 9.4.2</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle supplémentaire réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement et prévues à l'article 9.1.3 du présent arrêté. Ces contrôles supplémentaires peuvent, avec l'accord de l'inspection des installations classées, se substituer aux mesures comparatives.</p> <p>Les mesures comparatives prévues pour les rejets atmosphériques peuvent être faites en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu prévu à l'article 9.2.1.</p>
Constats : <p>Les paramètres à mesurer annuellement dans le cadre du contrôle comparatif prescrit dans l'article 9.1.2 du présent AP ont été mesurés le 18/04/2024 par APAVE (entreprise accréditée COFRAC).</p> <p>Le bilan annuel transmis annuellement est complet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2017, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : <p>Pour tous les polluants listés à l'article 3.3.3, les mesures sont effectuées périodiquement, conformément aux dispositions prévues ci-dessous.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les mesures périodiques s'effectuent selon les dispositions de l'arrêté du 11 mars 2010 mentionné. Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé. La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans et dans les cas suivants :</p> <p>dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide; ou après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par ex: modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé); ou après une modification majeure concernant l'AMS (système de mesure automatique d'autosurveillance).</p> <p>Les valeurs des intervalles de confiance à 95% d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <p>CO: 10%; SO₂: 20%; NO_x: 20%; Poussières: 30%.</p>

Constats :

Les paramètres à mesurer en continu dans le cadre de l'autosurveillance ont été transmis pour les mois de janvier, février et mars de l'année 2025, pour la chaufferie biomasse. Une synthèse trimestrielle des résultats de l'autosurveillance est transmise à l'Inspection.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport QAL2 pour la chaudière biomasse, qui a été réalisé par APAVE en avril 2024, en même temps que la mesure comparative annuelle.

Considérant que les valeurs des intervalles de confiance à 95% d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages de VLE listés dans le présent article, le test de variabilité est conforme pour les paramètres CO, SO₂, NO_x et poussières.

Concernant l'étalonnage, il est indiqué dans le rapport les droites d'étalonnage tendent vers $y = 1x + 0$ (avec un écart maximal de pour les poussières de $y = 1,22x + 0.29$) et les R^2 (coefficient de corrélation) sont égaux à 1, excepté pour les poussières ($= 0.5$, donc < 0.8 soit insatisfaisant). Le laboratoire conclut que l'exploitant peut incorporer la fonction précitée dans le système de mesure automatique d'autosurveillance pour les poussières mais que sa pertinence devra être vérifiée lors du prochain AST.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : <p>I. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre :</p> <p>L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p>
Constats : <p>L'exploitant possède deux catégories de systèmes de traitement des fumées:</p> <ul style="list-style-type: none">- des filtres cycloniques;- des filtres à manches. <p>Ces systèmes sont contrôlés mensuellement.</p> <p>L'exploitant a transmis une procédure en cas de panne du filtre à manches. Cette dernière recommande l'arrêt immédiat de l'installation dès que la panne est détectée, puis la mise en place d'actions correctives pour y remédier.</p> <p>Il existe également une procédure en cas de dépassement de VLE qui consiste à ajuster les réglages de combustion.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre la procédure en cas de panne d'un filtre cyclonique, ou d'en mettre en place une le cas échéant, et d'y inclure les informations listées dans l'article 16 de l'AM du 03/08/2018.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois